

## DEBAT

### L'emprise du réformisme...

*Comment s'explique l'emprise des directions réformistes sur les travailleurs d'Europe occidentale ? A quelles conditions peut-elle être refoulée, battue en brèche ?*

*Dans le numéro 26 de Critique communiste (janvier-février 1979), Henri Weber ouvrait ce débat lourd d'implications.*

*Nous publions dans ce numéro les contributions de Antoine Artous et François Ollivier, d'une part, de Michel Lequenne de l'autre, et une réponse de Henri Weber. La discussion se poursuivra dans les numéros suivants.*

---

Antoine ARTOUS  
et François OLLIVIER

### **A trop vouloir prouver...**

*A propos de l'article de Henri Weber :  
« De l'influence des directions traîtres »*

Dans un article du dernier *Critique communiste*, Henri Weber part en guerre contre une vision trop simplifiée des rapports entre masses et appareils. Les besoins de la polémique font d'ailleurs qu'il prend pour modèle un interlocuteur quelque peu imaginaire et bien caricatural... pour montrer que la réalité est plus complexe : procédé littéraire bien connu.

Mais la question n'est pas là. Elle est que, pour réfuter cette vision « simplificatrice », le camarade développe, à côté d'arguments assez traditionnels, un système d'explications qui, au sens strict, nous semble glissant ; ce qui donne à l'article des aspects contradictoires. Nous avons choisi dans ce qui suit, non pas de rappeler chaque fois notre accord sur tel ou tel point, mais de souligner ce qui, par contre, nous semblait fort discutable. En ne prétendant pas traiter les rapports entre masses et appareils au travers d'une analyse concrète de la conjoncture actuelle, mais au niveau de la méthode générale d'approche de la question. C'est d'ailleurs de la même façon que procède Weber.

## I. Une nouvelle période historique ?

Posant une première question, « Comment s'explique l'emprise des réformistes sur le mouvement ouvrier européen ? », Weber explique : *« A vrai dire, pour aborder ces questions, nous ne sommes pas tout à fait démunis : le problème a mobilisé les principaux théoriciens marxistes révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle. Par-delà leurs nuances et leurs divergences, tous admettent que l'emprise réformiste « n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique », celle du long développement pacifique du capitalisme entre 1880 et 1914 ».*

Effectivement, il est de tradition pour les marxistes révolutionnaires de distinguer deux périodes historiques (pour ne pas remonter plus loin) dans le développement du capitalisme : celle qui se clôt en 1914 et celle qui s'ouvre en 1917-1918.

La période d'avant 1914, c'est celle d'une croissance « harmonieuse » du capitalisme et d'un développement organique du mouvement ouvrier : le réformisme trouve ses racines dans les conquêtes sociales et politiques permises par cette phase d'expansion historique du capitalisme. Comme le dit Weber : *« La condition ouvrière s'améliore en même temps que s'accroît le poids de la classe ouvrière dans la société et dans l'Etat. Prolongée sur plusieurs décennies (avec des hauts et des bas), cette pratique accrédite l'idée d'une transformation graduelle du système (...) »*

Le problème commence lorsque Weber, pour expliquer l'influence persistante du réformisme en 1979, fait une analogie explicite avec la période d'avant 1914 : *« L'expansion a été de tous points de vue nettement plus vigoureuse que celle des années 1880-1914 (...). Cette expansion s'est effectuée au prix de gaspillage, de distorsions, de contradictions qui rendent compte de la montée de la combativité populaire au milieu des années soixante culminant en Mai 68 et se maintenant depuis. Il n'en demeure pas moins que dans les centres impérialistes s'est reconstituée cette conjonction entre expansion économique et puissance de l'Etat bourgeois, propice à l'épanouissement du réformisme ouvrier. »*

Il ne s'agit donc pas là simplement, pour Weber, de souligner, comme cela a déjà été souvent fait, à juste titre d'ailleurs, que l'expansion conjoncturelle du Capital dans l'après-guerre a

été un des facteurs importants dans la stabilisation temporaire de la domination bourgeoise dans les centres impérialistes.

Il s'agit, comme il l'indique lui-même, de raisonner en terme de nouvelle période historique, semblable à celle de 1880-1914 ; le camarade reprend même l'expression de Lénine : le poids actuel du réformisme est « le produit social de toute une époque historique ». Et dans ce cadre, la montée de la combativité populaire de ces dernières années est expliquée, non par une crise générale du système, mais par les « gaspillages distorsions, contradictions » accompagnant cette expansion.

Pourtant, une page plus loin, H. Weber se contredit en faisant référence aux analyses de Mandel dans les années 1964. Car la force de ces analyses n'a pas été de montrer simplement que le capitalisme n'avait pas résolu toutes ses contradictions, mais que sa crise historique, ouverte par la Première Guerre mondiale, n'était pas résolue. Même si les *formes* d'expression de cette crise n'étaient pas tout à fait les mêmes que, par exemple, celles des années trente. « *L'ère du troisième âge du capitalisme n'est pas une époque nouvelle du développement du capitalisme, mais la poursuite du développement de l'époque impérialiste, du capitalisme des monopoles. Ceci implique que les caractéristiques de l'époque impérialiste d'écrites par Lénine conservent toute leur validité pour le troisième âge du capitalisme.* »<sup>1</sup>

Le débat n'est pas académique car Lénine caractérisait cette phase historique, celle de l'impérialisme, comme celle « du capitalisme agonisant » et de l'actualité des révolutions prolétariennes. La date de la Première Guerre mondiale signifiait donc, pour lui, une rupture historique par rapport à la période précédant 1914. Toute une série de conséquences politiques découle de cette caractérisation : notamment l'appréciation du réformisme, de ses marges de manœuvre, de son rôle politique. Nous y reviendrons.

Pour l'instant, signalons que cette appréciation de la phase historique ouverte par la Première Guerre mondiale ne veut pas dire que le capitalisme est en permanence au bord de l'abîme : il peut, sur la base des défaites de la classe ouvrière, trouver non seulement un sursis, mais une expansion conjoncturelle. Sauf que cette expansion n'est pas le produit d'un quelconque ressort interne au capitalisme – comme avant 1914 – mais des échecs de la classe ouvrière, de la politique de ses directions.

« *La phase d'équilibre instable, ouverte par la combinaison de la victoire de la révolution d'Octobre et la défaite de la*

*révolution allemande, s'acheva en 1929. Par la faute de l'incapacité de sa direction, le prolétariat européen ne fut pas en mesure de résoudre à son avantage la crise sociale aiguë. Le fascisme et la Seconde Guerre mondiale créèrent les conditions d'une solution temporaire de la crise au profit du Capital. La page aurait pu être tournée encore une fois, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en France, en Italie et en Grande-Bretagne. A nouveau, les partis ouvriers traditionnels non seulement se montrèrent incapables de remplir leur devoir historique mais, bien plus, se comportèrent même comme les meilleurs auxiliaires du grand capital européen dans la stabilisation temporaire de l'économie et de l'Etat du capitalisme déclinant.*

*« Voilà la base historique de la troisième révolution technologique, de la troisième « onde longue à tendance expansive », du troisième âge du capitalisme. Il n'est pas un « pur » produit du développement économique, une preuve quelconque d'une vitalité nouvelle ou de la justification du mode de production capitaliste. Il constitue seulement la preuve que, dans les pays impérialistes, sur la base de la technique et des forces productives existantes, il n'y a pas de « situation absolument sans issue » pour le Capital et que l'absence à long terme d'une révolution socialiste peut y créer, en dernier ressort, un nouveau sursis pour le mode de production capitaliste. »<sup>2</sup>*

Polémiquant contre une vision simpliste des « directions traîtres », Weber dit qu'« elle est intellectuellement confortable : tous les échecs du mouvement ouvrier, les petits comme les grands, sont ramenés à une cause simple : la trahison des appareils. Point n'est besoin d'analyses fouillées, de connaissances approfondies de l'évolution historique ». Peut-être, mais il n'empêche qu'en dernière analyse, comme vient de le montrer Mandel, la survie du capitalisme depuis la Première Guerre mondiale est à chercher, non du côté des conditions objectives, mais des conditions subjectives : c'est-à-dire de la préparation politique du prolétariat aux crises qui éclatent depuis 1917. Les trahisons des appareils sont donc l'explication fondamentale de la situation. C'est là le sens de la formule ramassée de Trotsky : « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire ».

## II. Les racines du réformisme

Weber explique que ce n'est pas du jour au lendemain que les masses abandonnent leurs vieilles organisations pour nous

rejoindre. Là n'est bien sûr pas le problème ; il se situe dans les explications avancées de ce phénomène : deux types d'analyses se chevauchent systématiquement dans son article.

L'une est classique dans la tradition marxiste révolutionnaire, et nous n'allons pas ici reprendre toute une série d'arguments avec lesquels nous sommes d'accord : poids des traditions légalistes produites par l'insertion quotidienne des organisations traditionnelles dans la société bourgeoise ; renforcement d'illusions démocratiques par la phase d'expansion conjoncturelle dans l'après-Deuxième Guerre mondiale (il faut noter, de plus, que le stalinisme a aussi été un facteur de renforcement de ces illusions tout aussi important que cette expansion).

Mais, l'autre niveau d'analyse fait systématiquement référence à la comparaison avec la période d'avant 1914. Non pas simplement pour faire quelques analogies, mais pour fonder un système d'explication : comme dans la période d'avant 1914 « *dans les centres impérialistes s'est reconstituée cette conjonction entre expansion économique et puissance de l'Etat bourgeois propice à l'épanouissement du réformisme ouvrier* ». Comme s'il y avait une nouvelle base matérielle substantielle qui s'était développée dans « cette nouvelle phase historique » d'après la Deuxième Guerre mondiale, et qui soit le terrain d'un renouveau historique du réformisme. Ainsi s'expliquerait-il que, dans la situation actuelle et dans un proche avenir, les contradictions entre base et appareils ne prennent pas un tour suraigu.

Nous ne croyons pas – comme nous l'avons vu – que l'on puisse confondre l'expansion conjoncturelle de l'après-guerre avec une nouvelle phase historique dans le développement du capitalisme permettant, comme avant 1914, l'enracinement solide d'une politique réformiste. C'est d'ailleurs ce qui est en train d'être démontré par l'évolution de la situation, depuis plusieurs années.

Cette expansion conjoncturelle est bien sûr un facteur expliquant la stabilité politique du système ; il y a longtemps que ces choses ont été dites et redites. Mais l'on ne peut, en toute rigueur, décrire l'évolution du mouvement ouvrier en termes de parallélisme : période d'expansion économique et lent développement organique du mouvement ouvrier nourri par les miettes accordées par la bourgeoisie.

En analysant concrètement chaque pays, il apparaîtrait des nuances<sup>3</sup>. Mais en tout cas, pour les pays dont parle Weber (Italie, France, Espagne), la chose est claire. A partir des années

cinquante environ, l'on assiste, sur la base des défaites qui ont suivi la Libération, à un recul du mouvement ouvrier organisé. Le renforcement numérique des organisations traditionnelles se fait en fonction de la remontée des luttes de classe. Au moment où, justement, les contradictions du système qui éclatent limitent les concessions que peut faire la bourgeoisie.

Ce renforcement se situe donc dans une conjoncture de forte montée des luttes de classes, alors que les contradictions du système réduisent de plus en plus la possibilité de mise en œuvre d'une politique réformiste. Pour expliquer ce phénomène, il ne faut pas aller chercher des explications du côté de la reconstitution historique d'une conjonction « entre expansion économique et puissance de l'Etat, favorable à l'épanouissement du réformisme ouvrier », mais principalement dans les processus de développement de la conscience de classe.

Lors d'une période de montée, le prolétariat n'accède pas de façon linéaire et quasi spontanée à la conscience révolutionnaire : la conscience de classe se développe de façon inégale<sup>4</sup>. Dans l'action, les masses peuvent — de façon plus ou moins forte, selon les circonstances — dépasser le cadre dans lequel les directions veulent les enfermer, sans pour autant remettre en cause leur politique d'ensemble : au contraire l'on assiste au renforcement des organisations traditionnelles vers lesquelles se tourne la masse des travailleurs qui n'ont pas d'autres instruments pour lutter.

Il est important de faire ces rappels, car ils permettent de comprendre *l'aspect contradictoire* du mouvement qui renforce les organisations traditionnelles, de comprendre *la contradiction tendancielle* qui se met ainsi en place entre ce mouvement de la classe ouvrière et la politique des directions. Justement, parce que nous ne sommes pas avant 1914 et qu'il n'y a pas de place objective pour le développement linéaire, progressif, du réformisme, pour l'enracinement d'une politique réformiste.

La méthode traditionnelle (et toujours opératoire) des marxistes révolutionnaires pour comprendre le maintien ou le développement des organisations traditionnelles dans la période du « capitalisme agonisant » est donc *l'inverse* de celle que propose Weber. L'inverse, car il ne s'agit pas de chercher ce qui est introuvable (une nouvelle phase historique d'expansion du réformisme), mais de faire apparaître l'aspect contradictoire du renforcement conjoncturel des organisations traditionnelles, l'inadéquation de leur politique, des marges de manœuvre qu'elles ont par rapport aux mouvements de la lutte des classes.

Cela ne veut pas dire que cette contradiction soit à tout moment explosive. Signalons tout de même, sans vouloir discuter de cette question en détail, comment cette erreur de méthode dans l'analyse, ce « mode d'interprétation de la réalité politique », pour reprendre son langage, amène Weber à se planter magistralement sur la conjoncture.

Lorsqu'il écrit, par exemple : « *Mais le caractère rampant, graduel de la crise maintient la contradiction entre masses et réformistes dans les limites qui laissent aux appareils de confortables marges de manœuvre.* » Ou bien, « *Ceci explique en partie la faible résistance à laquelle s'est heurtée jusqu'à ce jour la politique du PCI et de la CGIL en Italie, du Pacte de la Moncloa en Espagne, les divers plans Barre en France, la relative facilité avec laquelle s'opère le recentrage de la CFDT, la poussée rocardienne, etc.* »

Entre le fait que la contradiction entre base et appareils n'est pas explosive et l'affirmation que ces derniers ont de confortables marges de manœuvre, il y a une différence. Celle qui explique, par exemple, que certes Carillo n'a pas perdu son poste lorsqu'il a signé le Pacte de Moncloa, mais qu'il n'a pu le signer une deuxième fois, parce que ses marges de manœuvre sont étroites. De même, Weber a dû remarquer que le PCI, dans sa mise en œuvre du compromis historique n'a pas des marges de manœuvre grandioses ; quant à la résistance à laquelle se heurtent les divers plans Barre... Nous ne voulons pas insister trop lourdement sur la situation actuelle en France. Et si Maire peut développer aussi cyniquement son « réalisme », ce n'est pas parce que Giscard dispose de marges de manœuvre économiques pour lui accorder des miettes. C'est pour des raisons politiques : l'absence de débouché politique après l'échec de l'UG qui pèse dans certains secteurs syndicaux, le repoussoir qu'est la politique du PC, etc.

### III. Les contradictions entre masses et appareils

Conséquent avec ses méthodes d'analyse, Weber affirme donc que ce sont les limites de la crise économique actuelle qui expliquent que les contradictions entre base et appareils soient elles-mêmes limitées. C'est, dit-il, lorsque nous aurons une crise de l'ampleur de celles des années vingt ou trente que ces contradictions deviendront alors explosives.

Bien sûr, les mouvements de la lutte des classes ne sont pas

indépendants des contradictions objectives du système. Mais, outre que Weber semble sous-estimer la crise présente, il est faux d'établir un lien aussi mécanique entre degré de la crise économique et degré de conscience révolutionnaire. Une forte crise économique peut entraîner le désarroi, la chute de combativité, s'il n'existe pas *des conditions subjectives* (état du mouvement ouvrier, etc.) qui permettent d'organiser la riposte. L'on doit se garder de toute corrélation mécanique entre réalité économique et conscience politique : suivant les conditions politiques, le développement du chômage peut désorganiser la classe ouvrière où, au contraire, être un facteur de lutte et de radicalisation.

Et si l'on veut faire des références historiques, qu'elles soient précises. Ainsi, dans les années vingt, l'ampleur de la montée du mouvement des masses était, certes, liée à la situation objective du capitalisme au sortir de la Première Guerre mondiale, mais le degré d'explosivité atteint par les luttes de classe, l'expression politique de cette montée s'explique aussi par l'existence de parti communiste révolutionnaire de masse, par le facteur subjectif.

Pour la période actuelle, point n'est besoin d'attendre une hypothétique crise d'effondrement du capitalisme pour prévoir des montées révolutionnaires : elles ont déjà eu lieu dans plusieurs pays depuis 1968.

Les possibilités d'explosions révolutionnaires ne sont pas à lier automatiquement au développement de la misère. C'est la contradiction entre les besoins produits par les développements des forces productives et les limites qu'imposent à la satisfaction de ces besoins les rapports de production capitalistes qui explique la montée des luttes de classe. C'est comme le note d'ailleurs Weber, la remise en cause par la bourgeoisie d'acquis concédés aux travailleurs dans la conjoncture d'expansion de l'après-guerre qui peut nourrir (et nourrit déjà) des explosions sociales d'ampleur, « susceptibles de briser les équilibres politiques actuels et d'ouvrir la voie à une contre-offensive des masses débouchant sur la question du pouvoir ».

Une fois ce constat établi, l'on ne peut principalement rendre compte, au risque de tomber dans une *analyse objectiviste*, des marges de manœuvre dont disposent les réformistes, par les limites de la crise économique.

Reprenons l'exemple de l'Italie. Les marges de manœuvre (au demeurant réduites) du PC tiennent-elles aux limites de la

crise économique et sociale ? visiblement non. Du point de vue de la crise économique, sociale, politique, etc. en Italie l'on pourrait même dire que les conditions objectives, à force de mûrir, ont commencé à pourrir.

Par contre, si l'on veut aller chercher des explications concrètes, c'est du côté de l'analyse *des conditions subjectives* qu'il faut se tourner. Depuis de multiples années (et dernièrement encore pour ceux qui commençaient à dire que la conjoncture avait commencé à tourner), ce n'est pas la contestation semi-consciente de la politique du PC, de la part de larges secteurs de masse, qui a été absente. Que l'on se contente de relever, simplement depuis un an, l'ensemble des congrès syndicaux, des assemblées d'usine, etc., où les propositions de la direction du PCI et de la CGIL ne se sont pas fait seulement siffler, mais se sont heurtées à une opposition très forte, parfois majoritaire. Le problème c'est que les différents groupes centristes, pourtant implantés, n'ont pas été politiquement capables d'organiser de façon conséquente cette contestation.

C'est donc concrètement la non-existence d'une direction révolutionnaire (même minoritaire) qui permet de comprendre, en Italie, le fait que les contradictions entre des secteurs très importants de la base et la direction du PCI ne s'expriment pas de façon beaucoup plus explosive.

Mais, va répondre Weber, l'inexistence d'une direction révolutionnaire en Italie s'explique justement pas les conditions objectives, découle justement du fait que la crise n'est pas assez forte. Sans revenir sur le fait qu'il n'y a pas corrélation mécanique entre crise et conscience révolutionnaire, l'on s'aperçoit que ce type de raisonnement ne peut conduire qu'à une analyse objectiviste : car c'est dans l'histoire politique du mouvement ouvrier italien, du développement de l'extrême gauche, dans l'analyse actuelle de la politique des courants centristes qu'il faut aller chercher les raisons de la non-existence d'une direction révolutionnaire implantée.

#### IV. Sur la maturité du mouvement de masse

Cette méthode d'approche de la réalité socio-politique est décisive lorsque l'on veut définir une politique révolutionnaire. Emporté par sa polémique contre ceux qui ramènent tous les échecs du mouvement ouvrier à la trahison, Weber ne l'admet

pourtant que du bout des lèvres : « *d'autant que ces explications sont le plus souvent irréfutables, parce qu'indémontrables : on peut toujours affirmer qu'avec une autre politique du mouvement ouvrier, tel ou tel résultat aurait été atteint. Comme de toute façon, cette autre politique n'a pas été appliquée, ce que l'on peut dire de sa praticabilité comme de ses effets réels éventuels, reste éminemment hypothétique : c'est indémontrable donc irréfutable (la contre-partie, c'est que ça n'est pas, non plus, très convaincant parce que la thèse inverse est indémontrable aussi). Je ne dis pas qu'on ne doit pas recourir à ce type de raisonnement. Au contraire, on ne peut s'en passer sous peine de sombrer dans le fatalisme et l'objectivisme (...)* »

Le problème, c'est qu'il ne s'agit pas d'un type de raisonnement parmi d'autres (histoire de jouer avec les hypothèses de façon quelque peu académique), mais de la base même de notre méthode d'analyse. Les marxistes révolutionnaires ne se contentent pas de photographier une situation ou, simplement, de faire apparaître les tendances générales d'évolution. Ils intègrent ce qu'il était possible de faire, ils analysent en détail les diverses expressions de la lutte de classe, de la radicalisation, pour en déduire la politique révolutionnaire qu'il était – ou qu'il est – possible de mettre en œuvre.

Cette méthode n'est d'ailleurs que le produit d'une période historique – le « capitalisme agonisant » – où l'ensemble des conditions objectives sont mûres pour la révolution prolétarienne, et où ce qui fait défaut, c'est le facteur subjectif.

Non pas, bien sûr, qu'à tout moment existent des potentialités révolutionnaires dans le prolétariat ; non pas, bien sûr, qu'à tout moment la prise du pouvoir soit possible. Dans la période historique de « l'actualité de la révolution » existent des cycles de la lutte des classes. Une telle méthode n'évite donc pas une analyse concrète de la situation et des tendances qui s'expriment dans les luttes de classe quotidiennes.

Polémiquant en 1953 contre J.-P. Sartre qui attribuait aux trotskystes une vision quasi mystique de la spontanéité de la classe ouvrière, Mandel écrivait : « *En réalité, ce n'est pas de votre mystérieuse « impétuosité inobservable », invisible pour le commun des mortels, qu'il s'agit. Ce genre de spontanéité », vous l'avez simplement inventée et mise dans la bouche d'un trotskyste imaginaire, pour marquer des points faciles dans votre polémique. Il s'agit de la volonté de combat des masses*

qui n'est nullement invisible ou imaginée, mais qui est perceptible dans ses multiples manifestations. Quand les ouvriers affluent vers les syndicats ; quand les voix ouvrières augmentent aux élections ; quand les référendums donnent des majorités énormes en faveur de la grève ; quand les masses participent aux grèves lancées, même pour des motifs obscurs, en majorité compacte, sinon à l'unanimité ; quand la moindre provocation d'un contremaître à l'usine ou d'un porion dans la mine provoque un arrêt de travail ; quand la moindre provocation de la bourgeoisie contre une organisation ouvrière provoque une large démonstration dans la rue, quand les orateurs ouvriers aux assemblées générales exigent qu'on déclenche des actions d'ensemble ; quand les délégations ouvrières se succèdent aux centrales syndicales et à la direction du parti pour exiger « qu'on y aille »... alors, il nous semble qu'il existe suffisamment de manifestations concrètes de la volonté de combat de la classe, pour qu'on puisse dire que celle-ci est réelle. »<sup>5</sup>

C'est avec cette méthode que Trotsky fait le bilan de mai 1937 en Catalogne : « Tous les faits, toutes les données, tous les témoignages tendent à la même conclusion : la conquête du pouvoir était possible, était assurée, autant que l'issue de la lutte peut être, en général, assurée par avance. »<sup>6</sup> Et à ceux qui parlent, à cette occasion, de la « non-maturité du mouvement des masses », il répond vertement que ce sont là des phrases en l'air, que l'on ne peut parler de la maturité en soi du prolétariat. Mais qu'il y a d'une part l'analyse de la volonté des masses qui se traduit par de multiples indices et trace la voie d'une politique possible et, d'autre part, la politique des directions. En mai 1937, tous les témoignages concordent qui montrent la volonté fortement exprimée des masses de se frayer un chemin vers le pouvoir ; mais la politique des directions (y compris celle du POUM) est allée contre cette volonté.

« Il faut se garder de concevoir « la maturité du prolétariat comme un phénomène purement statique ». D'abord parce que cette maturité est elle-même le produit des traditions politiques de la classe ouvrière. Ensuite parce que la victoire n'est pas du tout le fruit mûr de la « maturité » du prolétariat. La victoire est une tâche stratégique. Il est nécessaire d'utiliser les conditions favorables d'une crise révolutionnaire afin de mobiliser les masses, en prenant comme point de départ le niveau donné de leur « maturité » ; il est nécessaire de les pousser à aller de l'avant (...). »<sup>7</sup>

## V. Attendre une crise « d'effondrement de l'Etat » ?

*« L'emprise presque séculaire des réformistes sur la classe ouvrière occidentale a, à son tour, profondément marqué la lutte des classes et modelé la classe ouvrière. La désagrégation de cette emprise, la recomposition à gauche du mouvement ouvrier sera, elle aussi, « le fruit de toute l'époque historique ». Elle implique une crise objective du système sans commune mesure avec celle qu'il connaît aujourd'hui ; une crise de l'ampleur de celle des années vingt et trente, inculquant à la majorité des travailleurs l'inanité de leurs espoirs réformistes. La théorie marxiste prévoit la cristallisation de telles crises sans en déterminer précisément aujourd'hui le moment. »*

Ainsi se conclut l'article de Weber. Nous avons déjà critiqué l'équivalence mécanique faite entre crise économique et développement de la conscience révolutionnaire. L'étonnant c'est, par ailleurs, cette vision quelque peu mythique des années vingt et trente comme étant *le* modèle des conditions propices aux développements de crises révolutionnaires. Conditions réduites, d'ailleurs, à un facteur : « l'effondrement de l'Etat » pour des raisons économiques et militaires. Plus précisément, Weber justifie le fait que des crises de l'ampleur de celles des années vingt ou trente ne sont pas à l'ordre du jour parce que « ni au plan économique, ni au plan militaire, on ne doit s'attendre à des commotions susceptibles de produire des crises d'effondrement de l'Etat ».

Nous ne voulons pas faire de faux procès, mais cette réduction des possibilités de crises révolutionnaires à des situations d'effondrement de l'Etat est, depuis plusieurs années, la base idéologique du discours de tous ceux qui ressassent que nous avons une vision passéiste de la prise du pouvoir marquée par les années vingt, que les conditions ont changé dans les sociétés modernes etc.

Ce n'est pas ce que dit Weber, mais, restant enfermé dans cette fausse vision, il ne peut que dire : il faut attendre une telle crise d'effondrement sans pouvoir aujourd'hui en déterminer précisément le moment. Outre le fait que c'est se désarmer face à ceux qui insistent sur la différence entre la situation actuelle et celle des années vingt pour remettre en cause toute stratégie révolutionnaire, c'est donner une vision réductrice des explosions révolutionnaires dans le passé (même si, effectivement, la variante de crise d'effondrement de l'Etat a fortement marqué l'entre-deux guerres et la Libération).

Au lieu de s'enfermer dans cette fausse alternative, H. Weber aurait dû développer ce que lui-même indique dans son article : les marxistes révolutionnaires « savent que les périodes d'expansion et de stabilité relative n'ont qu'un temps, qu'elles portent l'irrationalité du système vers de nouveaux sommets, que, loin de ranger au magasin des accessoires toute perspective révolutionnaire, elles débouchent au contraire sur une nouvelle ère de révolutions, même si ces dernières ne se déroulent pas nécessairement selon les modalités de l'ère précédente (...) »

Si l'on fait l'énumération des situations qui ont vu naître des crises révolutionnaires où pré-révolutionnaires depuis mai 1968, l'éventail est large : grève générale en France à partir de l'explosion sociale dans un secteur ; enclenchement d'un processus révolutionnaire au Chili à partir d'une victoire électorale des partis ouvriers ; ou bien à partir d'une « crise d'effondrement de l'Etat » au sortir d'une dictature, comme au Portugal. L'avenir nous réserve sûrement d'autres variantes.

L'important d'ailleurs ne nous semble pas de s'émerveiller de cette diversité, mais de souligner la tendance qui, chaque fois, réapparaît : développement plus ou moins fort d'un processus de double pouvoir, réactualisation du schéma, vieux comme Lénine et Trotsky, de la révolution prolétarienne. Par contre cette référence mystifiée aux années vingt et trente comme modèle de la crise conduit Weber non seulement à attendre de façon un peu passive la reproduction de ce type de crise, mais risque de le faire passer à côté des caractéristiques propres de la crise du système telle qu'elle s'est développée depuis le tournant de Mai 68.

Mandel explique que la crise que nous connaissons est la combinaison de trois crises économiques « *crise de surproduction limitée, combinaison de la crise classique de surproduction avec le retournement de « l'onde longue » qui, depuis les années soixante, a cessé de jouer dans un sens expansif, nouvelle phase de la crise du système impérialiste, une crise sociale et politique aggravée dans les pays impérialistes, qui résulte d'une part de la conjonction entre la dépression économique et un cycle spécifique ascendant des luttes ouvrières (...) et d'autre part des réactions provoquées par la tentative de la bourgeoisie impérialiste d'imposer aux travailleurs le fardeau de la crise et de la redistribution mondiale de la plus-value* »<sup>8</sup>.

Enfin, « *la conjonction de ces quatre crises avec la crise structurelle de la société bourgeoise qui agit en profondeur depuis plus d'une décennie accentue la crise de tous les rapports*

*sociaux bourgeois et, plus particulièrement, la crise des rapports de production capitalistes ».*

A vrai dire, du point de vue objectif, les conditions sont plus favorables « au camp de la révolution » que dans les années vingt. Témoin, la durée de la montée des luttes de classe dans les pays européens (dix ans depuis 1968) et le fait que, au-delà des hauts et des bas conjoncturels, la bourgeoisie n'arrive pas à stabiliser sa domination, qu'au contraire ce qui est devant nous, ce sont des luttes d'ampleur et non une lente dégradation des rapports de force. Dans aucun pays d'Europe des années vingt, la durée d'un processus de montée des luttes de classe n'avait été aussi long !

Si l'on avait le goût du paradoxe, on pourrait dire que les formes du « néo-réformisme » qui s'exprime depuis 1968 ne sont pas le produit des limites de la crise du système mais, au contraire, le produit de son ampleur et de sa durée.

Ainsi les théorisations sur la possibilité de transformation de l'intérieur d'un certain nombre d'institutions bourgeoises, sur la possibilité d'une transformation socio-culturelle de la société avant la prise du pouvoir par le prolétariat (à l'image de la révolution des Lumières qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, a précédé la prise du pouvoir proprement politique de la bourgeoisie) ; la croyance en un développement linéaire des processus d'auto-organisation, en liaison avec un lent grignotage de la majorité parlementaire ; l'illusion d'un processus linéaire de recomposition du mouvement ouvrier « sans déchirure », comme l'explique *el Manifesto* ; tout cela, au-delà des bavardages idéologiques et des resucées réformistes, trouve son noyau rationnel dans cette crise prolongée de l'ensemble des rapports et institutions bourgeois qui prend parfois l'aspect — faute de capacité du prolétariat à s'affirmer clairement comme candidat au pouvoir — d'un processus de décomposition.

## **VI. « Le processus de recomposition du mouvement ouvrier »**

Parler d'une montée des luttes depuis 68 ne veut pas dire en avoir une vision linéaire. Weber a l'air soucieux de lutter contre toutes les illusions qui laisseraient croire qu'à court terme, les travailleurs laisseront les directions traditionnelles sur le bord du chemin. Après 68, nous avons développé une vision quelque peu catastrophiste de la crise du système et du débordement des appareils par les masses. Il ne faudrait pas, à

présent, faire le contraire : concevoir « le processus de recomposition du mouvement » tout aussi linéairement que nous envisageons « le processus de débordement » : avec la même méthode d'explication mécaniste : cette fois les limites de la crise expliquant les limites des débordements.

Il faut donc analyser plus en détail la période ouverte par Mai 68. La première inflexion qu'il faut signaler dans cette longue période, concerne les effets de la récession ouverte en 1974-1975. Dans les années qui suivirent — et cela se poursuit — la bourgeoisie des divers pays lança, à des degrés divers, des attaques directes contre les acquis obtenus par les travailleurs dans les décennies précédentes. Sauf que, cela se fait dans une conjoncture de montée de la combativité et que, jusqu'à présent, les résultats de cette politique n'aboutissent qu'à approfondir la riposte ouvrière. Et ce qui est devant nous, ce n'est pas la possibilité pour la bourgeoisie, vu les rapports de force, de marquer des points significatifs lui permettant d'assurer la relance par un renforcement important de l'exploitation. Mais c'est le développement des luttes et la participation de plus en plus forte des réformistes à la gestion — directe ou indirecte — de l'austérité. Pour autant, doit-on croire que ces luttes massives peuvent déboucher à court terme sur des situations (pré)révolutionnaires ? Il est toujours dangereux de faire des pronostics, mais l'on peut indiquer les facteurs qui freinent une telle dynamique.

De Mai 68 en France au Portugal de 1975, l'on a assisté à une première montée marquée d'explosions débouchant, par un processus de boule de neige « spontané », sur des situations pré-révolutionnaires. La situation présente est toujours lourde d'explosions sociales (voir la France), mais leur dynamique conduisant à un processus révolutionnaire ne sera pas forcément aussi « spontanée » que dans la phase précédente. Car, depuis dix ans, bon nombre de travailleurs ont accumulé une double expérience : celle des luttes directes et celle de « l'impasse » des solutions réformistes.

Du coup, ce qui se passe c'est, parallèlement au développement des luttes, un processus de maturation politique. La compréhension plus ou moins consciente que lors des prochains affrontements centraux avec la bourgeoisie, il faudra qu'il existe une alternative politique, et pas seulement une volonté de lutte directe. Ainsi, en France, chez de nombreux travailleurs avancés, la leçon de Mai 68 reste intacte, mais elle se double aussi de la nécessité ressentie qu'existe une alternative

politique crédible pour pouvoir « remettre ça », mais cette fois avec des chances de succès ; sauf qu'entre temps il faut digérer l'échec électoral de l'Union de la gauche et en tirer les leçons politiques. Ainsi, ce sont des facteurs de maturation politique dans la classe ouvrière (et non les limites de la crise économique car, au contraire, c'est une conjoncture où les attaques sont fortes) qui permettent de comprendre comment des luttes massives, voire des explosions sociales, ne conduiront pas automatiquement vers un nouveau Mai 68 si des garanties politiques ne semblent pas exister.

Ainsi, comme nous avons rapidement essayé de l'indiquer, cette « recomposition politique du mouvement ouvrier » n'est pas le produit mécanique d'une situation économique, mais d'une phase particulière dans la maturation de la conscience de classe. La « désagrégation » de l'emprise des réformistes sera, certes, un travail de longue haleine, mais il ne faut pas la concevoir comme un processus quasi linéaire dans son développement, encore moins comme le « fruit de toute une époque historique »<sup>9</sup>. La capacité d'arracher lors de prochaines échéances importantes les masses à l'emprise réformiste dépend de la façon dont nous serons capables, dans les années qui viennent, de mettre à profit cette conjoncture, liant développement des luttes *et* maturation politique au sein de la classe ouvrière pour avancer de façon significative dans la construction d'un parti révolutionnaire.

## VII. « Un mode d'interprétation de la réalité politique » ?

Si nous avons dit dans les premières lignes de notre article que nous trouvions glissants certains arguments de Weber, ce n'était pas par souci polémique. Car visiblement, il ne s'agissait pas pour lui de critiquer son interlocuteur imaginaire et un peu caricatural ou bien d'analyser de façon concrète telle orientation politique<sup>10</sup> mais d'explicitier « un mode d'interprétation de la réalité politique et des normes de comportement face à cette réalité ».

La dominante de son article n'est pas principalement (parce que, d'ailleurs, ce n'est pas son objet) de produire une analyse de la conjoncture du niveau de combativité de la classe ouvrière, de la crise de la bourgeoisie, etc., que l'on pourrait discuter avec telles nuances, tels points de désaccord. Elle est de produire

une analyse générale des rapports entre masses et appareils. Et certains aspects de cette analyse nous semblent non seulement sous-estimer les contradictions actuelles des réformistes, mais jeter les bases d'une remise en cause de l'appréciation que nous faisons de la période et de l'ensemble des éléments qui la caractérisent. Quand on connaît, au moins pour un article du type de celui-ci qu'a écrit Weber, la rigueur des mots, ce n'est pas impunément que l'on parle systématiquement de nouvelle période historique pour caractériser le développement d'après-guerre du capitalisme. Ce n'est pas sans conséquence (du point de vue de l'orientation politique, par exemple) que l'on peut, sans cesse, faire référence aux conditions économiques objectives qui expliqueraient, actuellement, les marges de manœuvre des réformistes. Ou bien expliquer que, en attendant une crise d'effondrement du système qui n'est pas pour demain, la question posée réside dans « ces illusions, cette mentalité (réformiste) qu'il faut combattre au sein des masses, réformistes elles-mêmes, comme précondition à une lutte efficace contre la politique des appareils ». Comme si cette mentalité était le produit de la situation objective actuelle et qu'il faille d'abord la dissiper, pour qu'après un long processus historique, la « désagrégation » de l'emprise des appareils soit possible.

Certes, « toute l'histoire du mouvement ouvrier européen atteste du profond attachement des travailleurs avancés à leurs organisations traditionnelles, leur réticence – pour parler par euphémisme – à abandonner leur « vieille maison » et à s'engager dans l'édification d'un nouveau parti ». Mais pas pour les raisons que donne Weber qui nous semble tomber dans « Le fatalisme et l'objectivisme » que lui-même dénonce dans son article.

Antoine Artous & François Ollivier

#### NOTES

1. Mandel, *le Troisième Age du capitalisme*, p. 17.
2. Mandel, *op. cit.* p. 433. Signalons que si H. Weber peut faire une analogie superficielle entre la période d'avant 1914, c'est aussi parce qu'il n'intègre pas l'analyse de la phase d'expansion conjoncturelle après la Seconde Guerre mondiale dans les centres impérialistes, dans une analyse d'ensemble du système impérialiste au niveau mondial.
3. Voir, par exemple, comment des social-démocraties comme celle de l'Allemagne ont pu profiter de cette phase d'expansion conjoncturelle de l'après-guerre, mais dans des conditions politiques et sociales totalement différentes de celles d'avant 1914. Pour plus de détails se reporter au texte « L'évolution de la social-démocratie en Europe », in *IV<sup>e</sup> Internationale*, mai-août 1973, p. 55.

4. Nous ne voulons pas, ici, traiter de l'ensemble des questions politiques qui en découlent : place des revendications transitoires, tactique de front unique, etc.
5. Mandel, « Lettre à Jean-Paul Sartre », in *la Longue Marche de la Révolution*, éd. Galilée, p. 97.
6. « Sur le calendrier révolutionnaire », in *la Révolution espagnole*, éd. de Minuit, p. 459.
7. « Classe, parti et direction », *ibid.* p. 555.
8. Mandel, « L'explication marxiste du cycle 1972-1978 », in *la Crise de 1974-1978*, éd. Flammarion, p. 196.
9. L'on pourrait d'ailleurs poser, à ce propos, une question un peu « malicieuse » à H. Weber. Son texte est construit à partir d'une comparaison avec la période d'avant 1914. Comme il explique que nous n'avons pas encore connu des périodes comme celles des années 20 ou 30, l'on peut légitimement lui poser la question : si l'on veut pousser l'analogie de façon stricte, à quel moment nous trouvons-nous dans cette phase historique d'expansion du capitalisme de l'après-guerre ? Nous voulons dire : nous trouvons-nous avant ou après la rupture qu'a marqué la Première Guerre mondiale, pour reprendre la période avec laquelle H. Weber fait des comparaisons ? Car avant 1914, les processus de « recomposition » était à l'œuvre dans la III<sup>e</sup> Internationale ; mais ce n'est qu'après la trahison de 1914, que Lénine se fixa comme objectif de construire des partis révolutionnaires et une internationale indépendante de la III<sup>e</sup> Internationale. Avant, il œuvrait simplement à regrouper les courants marxistes révolutionnaires au sein de la II<sup>e</sup> Internationale.
11. Par exemple celle de l'OCI. Pour une critique de la vision « catastrophiste » des rapports entre le mouvement des masses et les appareils de cette organisation, voir la brochure *Ce qu'est l'OCI*, éd. La Brèche.